

# **Il y a cent ans, la Première Guerre mondiale - 1914 : la faillite de la 2<sup>e</sup> Internationale**

dimanche 10 août 2014, par [CEZARD Yann](#) (Date de rédaction antérieure : 1er juillet 2014).

**De congrès en congrès, ils avaient dit : « Guerre à la guerre ! » Mais en août 1914, quand les gouvernements mobilisent, tous les partis de la Deuxième Internationale, « l'Internationale socialiste » - à l'exception des Serbes et des Russes - votent les crédits de guerre et certains entrent dans des gouvernements « d'Union sacrée ». Comment expliquer un tel effondrement politique et moral ?**

Sommaire

- [Des proclamations d'avant-guer](#)
- [Pourquoi ?](#)
- [Le « social-impérialisme » \(...\)](#)
- [« Guerre à la guerre »... \(...\)](#)

En 1914, l'Internationale socialiste est au faîte de sa puissance. Elle s'appuie sur quelques grands partis de masse. La social-démocratie allemande, avec un million d'adhérents et 4,2 millions de voix aux élections de 1912 qui font d'elle le premier parti du pays, mais aussi la SFIO française (90 000 adhérents et 1,4 million de voix aux élections de 1914), les partis italiens (58 000 adhérents), belge (600 000 électeurs), autrichien (un million d'électeurs)... Nombre de ces partis sont profondément enracinés dans les classes populaires, alors que les luttes ouvrières montent dans toute la décennie qui précède la guerre. L'Internationale pousse un peu partout dans le monde ses ramifications et parvient à faire dialoguer et s'entraider tous ces partis qui, malgré leur diversité, partagent un internationalisme fervent.

D'autant plus haute sera la chute.

## **Des proclamations d'avant-guerre à la trahison**

L'éclatement d'une guerre généralisée ne fut pas vraiment une surprise. Bien avant 1914, les alertes s'étaient multipliées. L'Internationale avait donc mis en débat depuis longtemps ce problème. Il était admis dans ses rangs que la future guerre serait impérialiste, engendrée par la concurrence capitaliste mondiale, et qu'elle pourrait bien accoucher de la révolution. Celle-ci serait le prix à payer pour la bourgeoisie fauteuse de guerre. Bebel, dirigeant historique du parti allemand, avait dit en 1911 au Reichstag : *« Je suis convaincu que cette grande guerre mondiale (à venir) sera suivie d'une révolution mondiale. Vous récolterez ce que vous avez semé. Le crépuscule des dieux approche pour le régime bourgeois. »* [1]

En 1912, le congrès de Bâle, qui rassemble tous les dirigeants les plus prestigieux du mouvement, est l'occasion d'une bouleversante cérémonie d'internationalisme. Il adopte un Manifeste qui, loin de se contenter d'un appel à la fraternité entre les peuples, se fait aussi menaçant : la guerre

engendrera « *une crise économique et politique* », les ouvriers considéreront « *comme un crime* » de participer à la guerre, de « *tirer les uns sur les autres pour le profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties* », et les socialistes utiliseront le conflit pour « *agiter les couches populaires* » et « *précipiter la chute de la domination capitaliste* ». Les gouvernements « *feraient bien de se rappeler* » la Commune de Paris et la révolution de 1905 en Russie : « *tous sans exception* » ne peuvent déclencher la guerre « *sans péril pour eux-mêmes* » ! Après une lecture au style prophétique du Manifeste par Jaurès, c'est toute l'Internationale qui part en manifestation en chantant son hymne dans toutes les langues... alors que les cloches de la cathédrale de Bâle sonnent.

Cette « *scène inoubliable* » de l'aveu de tous, Aragon la racontera plus tard dans son roman *Les Cloches de Bâle*. Jeu de mots amer inspiré par la débandade qui surviendra deux ans plus tard.

Le 28 juin 1914, l'héritier du trône austro-hongrois est assassiné par un nationaliste serbe à Sarajevo. La marche à la guerre commence. Alors que des meetings pour la paix se multiplient dans toute l'Europe, la CGT française organise une manifestation monstre à Paris, Jaurès appelle le prolétariat à « *intervenir* » pour peser sur les gouvernements. Mais le ton général dans les directions des partis est... hésitant. Le bureau socialiste international (davantage un secrétariat qu'une véritable direction de l'Internationale), réuni fin juillet à Bruxelles, dénonce les fauteurs de guerre, mais il lui semble que les gouvernements « *n'oseront pas* ». Il appelle à « *renforcer les démonstrations contre la guerre et pour la paix* ». Mais sur quoi les directions des partis s'engagent-elles, si finalement les gouvernements « *osent* » ? Un congrès international extraordinaire est convoqué à Paris pour le 9 août. Il n'aura jamais lieu.

Le 1<sup>er</sup> août, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie. La France décrète la mobilisation générale. La guerre commence. Le 3 août, les députés socialistes allemands se réunissent : 78 pour voter les crédits de guerre, 14 contre. Le jour de l'invasion brutale de la Belgique par l'armée allemande ! Le 4 août, tous votent les crédits au Reichstag, la minorité acceptant de subir la discipline du groupe pour tenter de « *sauver le parti* ». Ce même 4 août, jour de la grande débâcle du socialisme international, les socialistes français font de même, et l'assemblée nationale peut donc voter les crédits de guerre à l'unanimité. Sans débat !

Le 31 juillet, Jaurès avait été assassiné par le nationaliste Villain. Le jour de ses obsèques, le rapprochement CGT-SFIO qu'il désirait se fait enfin... pour l'assassiner politiquement : sur sa tombe, le secrétaire général de la CGT, Léon Jouhaux, appelle à « *l'Union sacrée* » et tombe dans les bras des dirigeants de la SFIO qui l'applaudissent. Partout en Europe le même scénario s'impose. Certains partis vont même jusqu'à entrer dans des gouvernements d'Union sacrée. En France, le 26 août, les socialistes Marcel Sembat et Jules Guesde deviennent ministres. En Angleterre, les socialistes entreront au gouvernement seulement en mai 1915... quand le premier ministre leur demandera de l'aide pour lancer la conscription obligatoire. En Allemagne, le parti socialiste n'est pas convié par son excellence impériale à entrer au gouvernement, mais il participe loyalement à l'effort de guerre à travers les puissants syndicats qu'il dirige.

Un peu partout, la très grande majorité des cadres dirigeants des partis de feu l'Internationale se rallient à la guerre, tous unis les uns contre les autres. Même les tendances prétendument les plus « *gauchistes* » de la SFIO française, celle du « *marxiste* » Guesde comme celle du communard Vaillant (qui évoque la glorieuse tradition de la révolution française et de la levée en masse de 1793), même le « *pape du marxisme* » allemand, Karl Kautsky, qui écrit alors : « *Tous ont le droit et le devoir de défendre leur patrie ; l'internationalisme véritable consiste à reconnaître ce droit aux socialistes de toutes les nations, y compris les nations en guerre contre la miennne* ». Que chacun appelle donc « *ses* » ouvriers à tirer sur ceux d'en face, et après la guerre nous referons

l'Internationale !

On comprend l'amertume de Lénine dans sa brochure *La Faillite de la Deuxième Internationale* : « *C'est le reniement révoltant par la plupart des partis social-démocrates officiels de leurs convictions, des déclarations les plus solennelles faites dans les discours aux congrès internationaux (...) [Ils] se sont rangés du côté de leur état-major général, de leur gouvernement, de leur bourgeoisie, contre le prolétariat. C'est là un événement d'une portée historique mondiale (...) [Les guerres] dévoilent, dénoncent et détruisent implacablement, dans les institutions humaines, bien des éléments pourris, périmés et nécrosés. La guerre européenne de 1914-1915 a (...) montré à la classe avancée des pays civilisés qu'un hideux abcès purulent est près de crever dans ses partis, et qu'il se dégage on ne sait d'où une insupportable puanteur cadavérique.* »

Quant à Rosa Luxemburg, dans *La Guerre et la crise de la social-démocratie*, elle voit dans cette faillite une catastrophe politique majeure. Le prolétariat était craint des gouvernements. Comment réagirait-il ? Pour se lancer dans la guerre, il leur fallait d'abord battre leur propre classe ouvrière. Et voilà le prolétariat de toute l'Europe appelé par ses propres chefs au massacre universel, appelé à mourir sur les champs de bataille ou à suer sur « les champs de travail ». Le voilà déboussolé, désorganisé, incapable de toute résistance, pas même capable de dire : « pas en mon nom ».

### Pourquoi ?

Il est vain d'expliquer cette stupéfiante faillite généralisée par des considérations psychologiques sur la noirceur de l'âme humaine, la peur des dirigeants de perdre leur poste et peut-être leur liberté, l'appât d'un bon fauteuil ministériel.

Lénine encore : « *Ce qui nous intéresse ici, ce n'est évidemment pas la biographie de telles ou telles personnalités (...) Par social-chauvinisme nous entendons la reconnaissance de l'idée de la défense de la patrie dans la guerre impérialiste actuelle, la justification de l'alliance des socialistes avec la bourgeoisie et les gouvernements de « leurs » pays respectifs dans cette guerre, le refus de préconiser et de soutenir les actions révolutionnaires prolétariennes contre « leur » bourgeoisie, etc. Il est tout à fait évident que le contenu idéologique et politique essentiel du social-chauvinisme concorde entièrement avec les principes de l'opportunisme. C'est un seul et même courant. L'opportunisme, placé dans le cadre de la guerre de 1914-1915, engendre le social-chauvinisme. Le principal, dans l'opportunisme, c'est l'idée de la collaboration des classes. La guerre pousse cette idée à son terme logique.* »

Le dirigeant bolchevique russe veut donc insister moins sur la rupture morale par rapport à la doctrine officielle d'avant-guerre, internationaliste, des directions socialistes, que sur une continuité politique par rapport au courant opportuniste du mouvement ouvrier.

Lénine précise ainsi les fondements sociaux de ce courant opportuniste : « *L'opportunisme a été engendré pendant des dizaines d'années par les particularités de l'époque du développement du capitalisme où l'existence relativement pacifique et aisée d'une couche d'ouvriers privilégiés les « embourgeoisait », leur donnait des bribes des bénéfices du capital national, leur épargnait la détresse, les souffrances, et les détournait des tendances révolutionnaires de la masse vouée à la ruine et à la misère.* »

La trahison de 1914 s'avère ainsi une conséquence malheureusement logique des pratiques et des espérances réformistes du mouvement ouvrier, désormais dominé par des bureaucraties qui nourrissaient déjà l'espoir avant-guerre d'une intégration progressive du prolétariat à la société capitaliste, et d'eux-mêmes à l'Etat. Or s'intégrer à l'Etat national exige de se rallier à ses intérêts

nationaux, impérialistes, et enfin bellicistes, quand la guerre, épreuve de vérité, ne rend plus conciliable les proclamations révolutionnaires et les aspirations réformistes. D'autant plus quand les pratiques, les habitudes, étaient déjà de fait réformistes, la révolution restant l'objet des discours de jours de fête.

## **Le « social-impérialisme » avant 1914**

Malgré les manifestations réelles d'internationalisme du mouvement socialiste, on ne peut pas dire que la Deuxième Internationale avait pleinement rompu avec les tentations du nationalisme.

Ainsi le congrès international d'Amsterdam de 1904 se divise sur la question coloniale : certains orateurs estiment que les socialistes ne peuvent pas avoir d'autre politique coloniale que la dénonciation de l'impérialisme, d'autres défendent l'idée d'une « *politique coloniale socialiste positive* ». Au congrès de Stuttgart de 1907, alors que des révoltes coloniales, violemment réprimées, manifestent une résistance des peuples opprimés, le député socialiste allemand David voit dans « *l'idée colonisatrice un élément du but universel des civilisations poursuivi par le mouvement socialiste* ». Au « centre », Jaurès et Bernstein dénoncent la barbarie coloniale même si « *le système colonial en soi* » peut être, dans des pays « *encore sauvages* », un « *facteur de progrès* ». A « gauche » Kautsky démontre que le colonialisme soi-disant civilisateur entretient les pays opprimés dans le sous-développement.

L'enjeu est loin d'être annexe, même s'il est précisément traité comme secondaire dans tous ces congrès. Ne pas condamner le colonialisme, c'est se compromettre avec les pires préjugés nationalistes et se rallier à l'œuvre « civilisatrice » des Etats existants, autrement dit à son propre Etat national. Alors même que le repartage de la domination mondiale sera un enjeu central de la guerre à venir.

Comment s'étonner alors que face à la perspective d'une guerre, on puisse retrouver les mêmes faux semblants ?

Peu à peu on vit dans les partis socialistes se développer, sous la pression politique du nationalisme ambiant, de la course aux colonies et aux armements, sous la pression aussi des carottes (encore modestes) du parlementarisme et des premières lois sociales, une véritable tendance « impérialiste démocratique ». En Allemagne, des parlementaires socialistes imaginèrent la « théorie de la compensation » : voter les crédits militaires et coloniaux en échange de concessions sociales. En 1907, les élections au Reichstag furent décevantes pour le parti socialiste : sans perdre de voix il perdit la moitié de ses sièges car il se retrouva isolé, tous les partis (conservateurs, nationaux-libéraux et bourgeois « progressistes ») s'étant coalisés sur des thèmes nationalistes. La droite du parti en conclut explicitement que l'impérialisme était populaire, et peut-être même pour de bonnes raisons. Le député Richard Calwer déclara alors : « *Comme socialiste, je peux saluer l'expansion de l'impérialisme allemand* ». Le jeune député Gustav Noske (il deviendra célèbre en 1918) : « *Les sociaux-démocrates allemands, en cas de guerre, feraient leur devoir avec autant de détermination que les autres couches de la population.* »

Des ultra-opportunistes marginaux ? Mais les autres députés socialistes acceptèrent de voter un nouvel impôt sur les successions, destiné à financer le programme impérial de construction d'une puissante flotte de guerre. Le congrès suivant du parti approuva aux deux tiers ce vote, car on obtenait ainsi, enfin, un impôt juste et redistributif sur les fortunes, prémisse d'une nouvelle Allemagne démocratique et sociale. Le congrès du parti de 1913 approuva cette politique aux deux tiers. Côté français, le parti socialiste se mobilisa ardemment en 1913 contre la « loi des trois ans » de service militaire, qui servait à préparer la future guerre et à toujours plus encaserner la jeunesse.

La direction du parti se sentit pourtant obligée de mêler à sa propagande antimilitariste et pacifiste des arguments « pour la défense nationale », s'adaptant à la pression des préjugés nationalistes.

L'éclatement de la guerre fut certainement vécue comme une catastrophe par les directions des deux partis allemand et français. Elles ne s'étaient jamais réellement préparées à affronter la répression de masse par l'Etat, ni dans une certaine mesure la vague d'hystérie nationaliste qui se manifesterait au début du conflit, et l'isolement politique (provisoire) qui s'ensuivrait. Mais si on ne pouvait s'opposer à la guerre, pourquoi prendre le risque alors, pour une aventure gauchiste ou juste morale, de voir détruire les organisations si durement construites de la classe ouvrière ? Et si on ne pouvait et ne devait s'opposer à la guerre, ne pouvait-on pas... l'utiliser ? En faire l'occasion de s'imposer comme un élément indispensable de la nation ?

Il est vrai que Marx et Engels avaient dit dans le *Manifeste du parti communiste* de 1847 : « *Les prolétaires n'ont pas de patrie.* » Et si on leur en donnait une ? Et si, pour gagner la guerre, et à la faveur de l'immense excitation générale, la bourgeoisie et les « *pouvoirs publics* » (nom aimable de l'Etat dans les brochures socialistes de cette époque) se voyaient contraints de faire enfin une place aux prolétaires dans la nation, aux syndicats dans l'économie, aux socialistes dans l'Etat, en leur donnant des lois sociales, des conventions collectives, un impôt sur les revenus et les fortunes, en « démocratisant » la machine du pouvoir ? Le socialiste français Albert Thomas dira à sa façon ce rêve d'un « *socialisme national* », quand il sera devenu... ministre des armements : de l'Union sacrée de 14 sortirait la « *France économique* », de même que la « *France politique* » sortit de la « *levée en masse* » de 1793. Tout crotté de sang, le « socialisme » réformiste moderne venait de naître.

### **« Guerre à la guerre »... mais comment ?**

En 1914, il y a donc eu trahison des dirigeants de l'Internationale : c'est le fruit de la montée en puissance au sein du mouvement ouvrier de ce courant qui rêvait d'une intégration possible à la société bourgeoise et à l'Etat. Mais il y a eu aussi faillite de l'Internationale : c'est la conséquence du désarroi et de l'absence de préparation politique (militante, organisationnelle, idéologique) de tous ceux qui auraient pu quand même vouloir résister à la guerre et y réagir de façon révolutionnaire.

Car les « cloches de Bâle » avaient couvert de sacrées dissonances. Depuis plusieurs congrès, les socialistes cherchaient à préciser la tactique à suivre si la guerre était déclarée. Au congrès de Stuttgart de 1907 le fervent antimilitariste Gustave Hervé (il deviendra « socialiste de guerre » en 1914) demanda que l'Internationale s'engage à répondre aussitôt par un appel à la grève générale des travailleurs : « *la guerre en France, ce serait l'insurrection par la désorganisation de la militarisation* ». Soit ! Mais où a-t-on vu une grève générale par décret ? A plus forte raison quand les peuples sont agités par la peur de la guerre à venir et la démagogie nationaliste, quand chacun se dit, seul face à l'officier recruteur (ou à la foule hostile) : c'est l'acceptation ou le poteau. Agiter le devoir, moral, de la « guerre à la guerre », ne pouvait dispenser de réfléchir à ce que devraient faire les directions si le prolétariat ne se rendait pas au rendez-vous de la grève générale que lui donneraient à froid les dirigeants des partis de l'Internationale. Le chef socialiste allemand Vollmar eut beau jeu de répondre, non sans quelques arrière-pensées fort peu révolutionnaires : « *L'idée de supprimer la guerre par la grève militaire me semble aussi folle que celle de supprimer le capitalisme par la grève générale.* »

Il y eut bien des motions votées, des compromis sur les formules, et des chants internationalistes sincères, à la fin de chacun de ces congrès. Mais entre la menace incantatoire de la grève générale internationale des uns et les esquives sceptiques des autres, entre les « on verra bien selon la situation » et le réconfortant « ils n'oseront pas », la Deuxième Internationale n'avait qu'un fantôme

de politique. Le généreux « Guerre à la guerre », tel qu'il était compréhensible pour la majorité des membres de l'Internationale, n'était au mieux qu'une utopie. Quand la guerre se prépare, toute la machine de l'Etat entre en branle, y compris idéologiquement, la population est chauffée à blanc, malheur à celui qui s'isole, tout le monde est emporté... Cette promesse ne pouvait être qu'une feuille de vigne pour masquer l'impréparation politique complète face à ce qui allait se passer.

Ce drame, des dirigeants de la « gauche » de l'Internationale comme Luxemburg et Lénine l'avaient d'ailleurs pressenti, et pour leur part ils défendirent toujours dans les congrès de l'Internationale leur conception d'un certain réalisme révolutionnaire : si le prolétariat ne pouvait empêcher la guerre, alors il faudrait malgré tout planter le drapeau de la paix et de la révolution, et chercher les voies d'une réponse révolutionnaire à la guerre. En août 1914, au milieu de la boucherie mondiale et des débris de l'Internationale, ils se trouvèrent soudain face à cette tâche gigantesque.

**Yann Cézard**

---

**P.-S.**

\* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 253 (31/07/2014). <http://www.npa2009.org>

---

**Notes**

[1] On trouve une bonne synthèse sur la Deuxième Internationale dans Jacques Droz (dir.), « Histoire générale du socialisme » (PUF).